

BOUKHARINE
.....

LA QUESTION PAYSANNE

I. — DISCOURS

prononcé au Plénum Elargi
du C. E. de l'Internationale
Communiste le 2 avril 1925.

II. — THÈSES

sur la Question Paysanne
acceptées par
l'Exécutif Elargi de l'I. C.



..... 1925

LIBRAIRIE DE L'HUMANITÉ

120 ∞ RUE LAFAYETTE ∞ 120 ∞ PARIS

Prix : 1 Franc

BOUKHARINE

LA QUESTION PAYSANNE

I. — DISCOURS

prononcé au Plénum Elargi
du C. E. de l'Internationale
Communiste le 2 avril 1925.

II. — THÈSES

sur la Question Paysanne
acceptées par
l'Exécutif Elargi de l'I. C.



..... 1925

LIBRAIRIE DE L'HUMANITÉ

120 ∞ RUE LAFAYETTE ∞ 120 ∞ PARIS

LA QUESTION PAYSANNE

Camarades!

Je n'aborderai dans mon rapport que les points essentiels, car vous êtes déjà suffisamment fatigués; de plus, je vous ai présenté des thèses passablement détaillées et nous préparons, en commun avec quelques amis, un livre spécial dans lequel tous les aspects de la question agraire et paysanne seront traités beaucoup plus à fond. D'abord, je juge utile d'attirer l'attention des partis sur l'importance du problème lui-même. Beaucoup de camarades étrangers, même dans les partis les plus actifs, croient que la question paysanne est très secondaire. Bien qu'il soit de mode chez nous maintenant de se proclamer léniniste, et, comme tel, de combattre catégoriquement le trotskisme, nous avons cependant de nombreux partis qui, bien qu'appartenant à l'Internationale Communiste, n'accordent à cette question, en pratique, qu'une attention très insuffisante. Beaucoup de camarades, et beaucoup de partis même, s'imaginent que la question paysanne est relativement importante pour un pays retardé comme la Russie. Il est compréhensible, disent-ils, que dans les pays où la population est essentiellement paysanne, comme c'est le cas dans l'Union des Soviets, ce problème doive jouer un grand rôle, mais, en principe, la question se pose autrement pour les pays avancés; là, ce problème est de moindre importance et l'on peut estimer que cette question est secondaire. Ce raisonnement, que l'on rencontre chez beaucoup de camarades, est tout à fait faux. On peut même ajouter que dans un temps où la conquête du pouvoir ne se posait pas à nous comme un devoir immédiat, c'était une question plus que secondaire. Mais maintenant que la prise du pouvoir est une tâche que nous devons accomplir, il est évident que ce raisonnement est absolument faux, et j'ajoute même qu'il fait l'effet d'être un peu trotskiste.

Trotsky développe justement dans sa théorie de la révolution permanente le raisonnement suivant : en Russie, le prolétariat ne pourra pas maintenir son pouvoir politique après la victoire, parce que les paysans forment la grande majorité de la population. Quand les forces sociales d'un pays sont ainsi réparties,

on ne peut douter que la dictature prolétarienne en Russie ne pourra être maintenue qu'à l'aide des gouvernements prolétariens occidentaux. Cette déduction est fautive. Je ne m'arrêterai pas plus longtemps dans le développement de ce raisonnement.

Posons en premier lieu la question de l'importance d'une victoire prolétarienne mondiale pour la classe ouvrière internationale. Lorsque nous aurons reconnu l'importance d'une telle victoire, de la prise du pouvoir dans le monde entier, une autre question se pose alors à nous. Quelle est la composition sociale de toute la population travaillante du globe. A cette question, on peut répondre immédiatement : le prolétariat constitue une minorité relative et absolue de la population travaillante de la terre. — Ce fait a-t-il une importance quelconque pour la lutte libératrice du prolétariat ? Certes ! Peut-on négliger cette question ? Peut-on dire que le problème de la révolution et de la victoire prolétariennes qui ressort des faits cités plus haut sera ainsi résolu ? Aucunement ! Inversement, la victoire mondiale prolétarienne posera à nouveau ce problème sur une échelle plus vaste. C'est à cette condition seulement et en partant de ce point de vue que la question agraire et paysanne apparaît comme la plus importante de notre époque. Quelques chiffres illustreront mieux ma pensée. La population du globe est évaluée à un milliard 700 millions. Plus de la moitié, soit 900 millions, habite l'Asie. Selon les données du *China Year-book* 1924-25, page 30, la Chine à elle seule compte 456 millions d'habitants. Cela veut dire qu'un quart presque de la population du globe habite la Chine. Sur ces 456 millions, 400 environ sont des paysans. Je fais remarquer ici que la statistique est extraordinairement mauvaise. D'après le dernier recensement, la population des Indes compte 320 millions d'habitants, parmi lesquels 200 millions sont des paysans. Dans l'Union des républiques soviétiques, on compte 133 millions d'hommes, dont 111 millions sont des paysans. Si, en plus de cela, nous tenons compte de la population des colonies, nous remarquons aussi que la très grosse majorité de la population coloniale se compose de paysans. Ils ont, il est vrai, des modes d'exploitation assez arriérés, souvent même primitifs, mais au point de vue social, ce sont des paysans.

La question paysanne, liée à la question agraire, apparaît donc comme un des plus importants problèmes de notre temps.

Nous savons tous, — depuis longtemps déjà, — que dans le processus de la révolution prolétarienne mondiale, la question

coloniale joue un très grand rôle. Nous n'ignorons pas que les contrastes, les antagonismes entre les métropoles perfectionnées et les colonies arriérées sont un des principaux conflits du monde capitaliste. Nous constatons que ces conflits ne sont autres dans la vie économique mondiale que les conflits entre la cité mondiale, pour employer une métaphore, les centres de l'industrie actuelle, et le village mondial, c'est-à-dire la périphérie coloniale de ces centres. L'importance de la question coloniale nous apparaît ainsi et nous voyons que les questions essentielles de notre politique sont liées d'une façon ou d'une autre à la question coloniale. La lutte contre l'opportunisme social-démocrate est aussi liée à la question des surprofits coloniaux, à la possibilité pour le capitalisme souverain d'exploiter ces colonies. Même les questions politiques (par exemple la politique actuelle pour l'unité syndicale, influencée par le courant de gauche qui se manifeste au sein du prolétariat anglais) sont étroitement liées à la question coloniale. La question coloniale est la forme spécifique de la question agraire et paysanne. Sous quel aspect que nous l'envisageons, cette question joue toujours un rôle économique et social très important.

Nous avons déjà souligné, dans le discours du camarade Zinoviev et la discussion qui suivit, le rôle actuel de la Chine. La question chinoise pose le problème d'une révolte possible des paysans chinois contre le capital financier étranger. On ne peut donc négliger ce problème ou lui accorder une importance secondaire. C'est un des plus importants problèmes de notre temps. Il ne nous est donc pas possible de le mettre à part. Nous devons l'étudier essentiellement des points de vue de la production et de la conquête du pouvoir. Si la population paysanne représente une partie si importante de la population totale du globe, il est évident qu'au point de vue économique elle doit avoir une importance relative assez grande. Le prolétariat industriel des pays civilisés se fait parfois une idée fautive et illusoire en s'imaginant que ce problème n'a aucune importance. Si nous voyons les faits, nous constatons que la base économique de l'Angleterre se trouve en Asie et celle de la France en Afrique. Cette base économique se trouve à la périphérie, dans les colonies.

Il est évident que l'on peut voir, dans la grande attention que la classe ouvrière anglaise prête maintenant à la question coloniale, un indice de l'importance croissante de ce problème. Le simple ouvrier anglais qui voit la révolte gronder aux Indes doit

se dire : Je n'aurai rien à manger — après avoir pris le pouvoir — si je ne soutiens pas la domination anglaise sur les Indes maintenant, si les Indes se séparent de l'Angleterre. Cette question s'est déjà posée souvent dans les cercles du prolétariat le plus développé et économiquement qualifié. Elle est liée à la conquête du pouvoir par le prolétariat, elle est devenue un des plus importants problèmes de notre temps.

Camarades, comment se présente pour nous la question paysanne si nous envisageons la répartition actuelle des forces sociales. Il y a d'une part un bloc des agrariens et de la bourgeoisie, d'autre part le prolétariat et les partis ouvriers. En outre, il existe diverses couches sociales de la paysannerie. Si nous voulons connaître la valeur de la paysannerie comme classe, si nous posons la question de savoir où elle se place sur l'échelle sociale, sous quelle influence elle se trouve, comment se répartissent ses forces entre les diverses classes, nous verrons que notre influence est minime dans les centres de l'exploitation agricole mondiale, je l'évaluerai même à zéro. Dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, notre influence est plus sensible; en Chine et aux Indes, par exemple, elle grandit rapidement, mais dans les pays du centre, en Angleterre, en Allemagne et en Amérique, nous devons reconnaître que notre influence sur la classe paysanne est nulle. Cela présente un grand danger, et si nous ne comprenons pas ce danger, c'est que nous ne voulons pas voir les problèmes essentiels. On ne peut parler de la prise du pouvoir et du léninisme si l'on néglige la question paysanne.

Jetons tout d'abord un coup d'œil sur l'Allemagne. Il y existe divers genres d'organisations paysannes. Quelles sont ces organisations? Quelle est leur composition sociale? Sous l'influence de quelle classe se trouvent-elles? Je vous conseille de lire la brochure du camarade Varga intitulée : *Documents sur la situation du mouvement paysan*. Ces détails nous révèlent déjà un tableau surprenant. Examinons par exemple le rapport sur l'Allemagne, le pays du peuple vaincu où les dépressions économiques d'après-guerre et leurs divers effets ont sévi de la façon la plus terrible. La principale organisation des agrariens et des paysans est l'association nationale (Reichslandsbund) qui groupe plusieurs millions de membres. Elle compte plus de deux millions d'adhérents fermement organisés. La grosse majorité vit dans l'Allemagne orientale, centrale et septentrionale. Le reste se répartit dans les autres régions d'Allemagne. Remarquez dans ces données la

puissance d'organisation du prolétariat des campagnes en Allemagne. La moitié de la classe ouvrière paysanne est organisée dans l'association nationale. Dans un pays qui, comme l'Allemagne, passa par plusieurs révolutions ou tentatives révolutionnaires, la moitié du prolétariat de la campagne est organisée en commun avec les gros propriétaires. Si nous jugeons ces faits à leur valeur en calculant le nombre des paysans gros, moyens, petits et des ouvriers agricoles qui se rattachent à cette organisation, nous voyons que la grosse majorité de la paysannerie et la moitié du prolétariat agricole adhèrent à des organisations qui sont nos ennemies et nous combattent.

Socialement, la direction est la suivante : A sa tête sont les gros agrariens, les gros capitalistes et l'industrie lourde en partie, idéologiquement, la réaction monarchiste la soutient. L'appareil lui-même se compose d'anciens officiers, de fonctionnaires supérieurs qui sont l'axe de cette organisation ennemie formidable. Il existe encore d'autres groupements dont quelques-uns ne doivent pas être considérés comme concurrents, mais bien comme une organisation auxiliaire.

En France, les paysans, idéologiquement, ne sont pas réactionnaires. Et pourtant, là aussi, la situation n'est pas réjouissante pour nous. On y compte 6 à 7 organisations de paysans et d'agrariens et toutes ces organisations, sans exception, sont sous la direction de gros agrariens et de gros capitalistes.

Leur composition ainsi que leurs méthodes d'organisation sont intéressantes. Elles sont analogues à peu près dans tous les pays, revêtant partout les mêmes formes, soutenues par un parti politique quelconque ou par divers partis politiques, organisées en une sorte de syndicat agricole dont la composition sociale va des gros agrariens aux plus petits paysans et même aux ouvriers agricoles. Mais au sein de cette organisation collective existe une hiérarchie, renforcée au moyen d'un appareil très perfectionné et fort bien établi, qui donne la haute main aux gros capitalistes. Les cadres sont parfaits pour la lutte contre le prolétariat. Cette organisation est en rapport avec divers groupements et diverses coopératives qui, économiquement, sont liés aux banques. Le prolétariat agricole est ainsi lié aux banques, aux organisations de l'industrie lourde. Cette organisation est un appareil géant possédant des ramifications nombreuses et une puissante répartition du travail; c'est certainement un facteur menaçant qui s'oppose à nous.

En France aussi, plus l'organisation est vaste et plus la direction est socialement caractérisée, ayant à sa tête des marquis, des officiers dans ses cadres, des agronomes et des professeurs comme conseillers, mais ceux-ci ne jouent qu'en partie un rôle dirigeant. Cette organisation collective se décompose parfois en plusieurs organisations indépendantes dans leur forme qui, comme les banques, sont établies sur le mode du capitalisme financier : plusieurs filiales contrôlées. Une bande de gros agrariens capitalistes dirige cette organisation et règle les affaires du haut en bas.

En France, notre parti a travaillé assez activement parmi la classe paysanne. Cependant notre influence dans ce domaine est réellement encore très faible.

Camarades, je n'ai cité que deux exemples, la France et l'Allemagne, mais une situation semblable existe presque partout.

On remarque cependant, ces derniers temps, une certaine différenciation parmi les organisations paysannes, il s'y produit une évolution assez notable, mais si nous prenons la situation dans son ensemble et si nous établissons le bilan sans tenir compte des pays coloniaux, c'est-à-dire des pays plus ou moins développés au point de vue capitaliste, nous constaterons que notre travail débute à peine. Nous avons devant nous un ennemi puissant. En un temps où la vague révolutionnaire monte rapidement, nous pouvons entraîner de larges couches prolétariennes et pénétrer les couches les plus profondes du peuple. Mais, au moment d'une stabilisation temporaire, passagère il est vrai, ces éléments-là pourraient être dressés contre le prolétariat et c'est là, vraiment, le danger.

Où se trouve, pendant la terreur blanche, le meilleur renfort du fascisme et en partie aussi de la social-démocratie en faveur de l'internationale de l'industrie lourde? Où la contre-révolution puise-t-elle ses réserves contre le prolétariat? Dans les villages! N'est-ce pas vraiment scandaleux qu'en Allemagne la moitié du prolétariat agricole appartienne aux noirs, aux fascistes. J'ignorais qu'une partie si importante du prolétariat agricole appartenait au camp ennemi. Cette proportion paraît effrayante à celui qui peut analyser les conflits de classe. Le bilan pour nous est des plus défavorables, et dans une situation pareille il est très difficile au prolétariat de prendre le pouvoir.

L'Internationale Communiste doit, pour ces raisons mêmes, vouer à cette question une attention spéciale. Le prolétariat révolutionnaire, comme le léninisme, estimerait que c'est une grave erreur de sous-estimer cette question.

Naturellement toute la bourgeoisie, les cercles agrariens et l'industrie lourde comprennent fort bien la situation. Précédemment déjà, des professeurs, représentants appropriés de l'idéologie bourgeoise et des agrariens, ont exprimé nettement leur opinion. Un certain professeur allemand, Conrad, spécialiste de la question agraire et paysanne, traduit ses espoirs politiques en ces termes :

« Au point de vue politique, il est (le paysan) par son établissement et sa dépendance de la terre, le noyau d'une communauté agricole utile et à son importance comme lien entre les gros propriétaires fonciers et les simples ouvriers. Le paysan fut de tout temps l'élément conservateur de l'Etat qui, avec obstination, se rattache au passé et le défend de sa plus belle énergie. Le respect de la propriété, l'amour de la patrie en font naturellement un adversaire des idées révolutionnaires qui condamne sans réserves les tendances social-démocrates. Ce n'est pas à tort qu'on l'a désigné comme étant le plus solide soutien de toute organisation étatique saine. » (*Dictionnaire de science étatique*, 3^e édition, vol. II, p. 635.)

Voici une autre citation tirée d'un livre sur la politique agraire du professeur Sklaweit :

« La structure sociale d'un Etat dans lequel l'agriculture joue un rôle essentiel se raffermi d'une façon réjouissante... Le mécontentement qui grandit jusqu'à devenir une haine de classe ne trouve pas un terrain favorable dans les campagnes. Le destin historique a gratifié les paysans et l'aristocratie paysanne d'une puissance de conservation sociale pour s'opposer aux bourgeois et aux prolétaires des villes qu'il désigne comme la force d'entraînement du mouvement social. Le campagnard se laisse aisément gouverner. Il facilite et soutient la politique intérieure d'un pays. Les autorités des villes cèdent trop facilement au radicalisme, à la domination du peuple ou à la tyrannie. » (*Manuel d'économie et de science sociales*, vol. 17. Politique agraire, page 17.)

Il est certain que cette tyrannie et surtout la dictature du prolétariat sont dangereuses pour la bourgeoisie. C'est pour cela que toute la classe bourgeoise prête une grande attention à ce problème. Les espérances de la bourgeoisie et des agrariens sont cependant limitées. Tout en parlant avec une telle assurance, ils savent fort bien que le conservatisme de la classe paysanne ne durera pas éternellement et de plus ils n'ignorent pas qu'il y eut autrefois des guerres de paysans et des révoltes sociales de

paysans qui traduisaient fort mal ce conservatisme. L'époque contemporaine qui ébranla dans sa base l'ordre bourgeois fit disparaître certains traits du caractère paysan et des coutumes constantes de la vie paysanne dans les villages, liée à ce que l'on appelle « l'idiotisme » villageois.

L'époque passée, marquée par un développement rapide du capitalisme, fut liée à des manifestations spéciales, surtout dans quelques pays qui se développèrent très rapidement. L'une de ces manifestations fut la transformation de certaines couches prolétariennes qui devinrent petites-bourgeoises. C'est ainsi qu'Engels, en parlant du prolétariat anglais, le qualifiait de prolétariat bourgeois ou embourgeoisé. La bourgeoisie anglaise possédait sur le marché mondial une place prépondérante. Elle réalisait d'énormes surprofits et corrompait ainsi la classe ouvrière anglaise. Le social-patriotisme est lié étroitement au fait que les grands Etats bandits vivaient des surprofits.

Si des couches prolétariennes entières passent dans le camp de la bourgeoisie, il est compréhensible que certains éléments de la paysannerie, ceux qui sont propriétaires ou qui exploitent à leur compte, par exemple, se laissent facilement embourgeoiser. Si, au sein du prolétariat se produit une rupture, il est certain que l'évolution qui différencie de l'autre une partie de la paysannerie sera beaucoup plus rapide. Au moment où certaines couches de la paysannerie réussirent à donner à leurs entreprises une base capitaliste, la classe paysanne entière se trouva sous l'influence du gros capital et des gros agrariens. Mais cette époque avait certains traits spécifiques que l'on ne peut mécaniquement reporter sur d'autres époques et sur notre époque actuelle avant tout. On peut même établir une thèse affirmant que la disparition de ces éléments embourgeoisés s'effectue au sein de la classe paysanne comme elle s'est produite dans la classe prolétarienne. Ce processus débute d'abord dans les couches de la paysannerie qui ne connaît pas la propriété privée, qui vit en partie comme ouvriers salariés, ou dans les couches semi-prolétariennes de la classe paysanne, chez les petits paysans. Ce processus est évidemment beaucoup plus lent dans la classe paysanne qu'il ne le fut dans la classe prolétarienne. C'est pourquoi il est beaucoup plus difficile à nous d'attirer cette couche de la population que de gagner les éléments prolétariens embourgeoisés ou infectés de social-démocratie. Mais la difficulté n'amoindrit pas notre devoir. Plus le problème est difficile et plus nous devons travail-

ler énergiquement à le résoudre. Il nous faut gagner la classe paysanne pauvre, les petits paysans, sinon nous ne pourrons pas vaincre. Le problème simplifié et vu sous un angle social se résoud à ceci : l'époque actuelle du développement capitaliste n'est pas autre chose qu'une lutte entre la bourgeoisie et le prolétariat pour la conquête de la paysannerie.

En résumé : Nous avons trois grandes forces sociales : Le prolétariat, la classe dominante et la paysannerie. Maintenant se développe une formidable lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie pour la conquête de la paysannerie.

Je parle d'une façon générale, sans établir aucune nuance entre les divers éléments de la paysannerie. L'époque actuelle est celle de la lutte pour conquérir l'âme paysanne. Il faut ajouter que la bourgeoisie comprend cette situation beaucoup mieux que les partis communistes. Il est nécessaire de le dire et de le souligner; voilà le danger.

Nous parlons de la tactique du front unique, nous avons lancé le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan, nous avons voté la résolution sur la nécessité de conquérir la classe paysanne, mais pratiquement, nous faisons très peu, tandis que la bourgeoisie réalise le véritable front unique avec les paysans, entreprend beaucoup et récolte de grands succès en organisant ses réserves antiproletariennes.

J'ai déjà dit que nos adversaires, les noirs, les social-démocrates, les agents de la bourgeoisie travaillent beaucoup, tandis que nous faisons très peu.

La bourgeoisie a devant elle des devoirs réellement difficiles, de caractères très divers. Nous lisons dans toute la presse économique bourgeoise d'Allemagne, de France, d'Angleterre, et d'Amérique en partie, des discussions et des analyses les plus détaillées de questions comme celle de la production qui se suffit à elle-même. Certains économistes allemands disent : « Nous sommes dépendants de plusieurs autres pays; organisons donc une production industrielle et agricole conforme à nos besoins. Voilà l'argument économique, lié à l'argument militaire qui dit : « Nous avons été vaincus parce que nous étions dépendants d'autres pays au point de vue économique »; enfin un argument de classe : si nous continuons à nous développer ainsi, nous rencontrerons de grands dangers car l'industrialisation de l'Etat capitaliste produit un accroissement considérable du prolétariat des villes qui passe sous l'influence communiste. Il nous faut un

développement rétrograde. Notre devoir est d'organiser une exploitation agricole qui amène un retour des prolétaires à la campagne. Nous devons réorganiser toute notre production selon un plan agraire. »

Ce raisonnement n'a rien de hasardeux. La classe dominante prévoit ainsi la nécessité d'entreprendre une lutte plus grande et plus active contre le prolétariat.

A ce sujet, je puis vous citer quelques exemples fort intéressants. La France s'est saignée pendant la guerre et il existe maintenant dans les milieux agrariens et bourgeois français un fort courant dont le mot d'ordre est : « Retour à la terre » ou « Par la terre et pour la terre » ou « la terre à la famille paysanne ». Ce mouvement a pris beaucoup d'ampleur. Il existe toute une littérature à ce sujet. C'est un courant puissant. Dans cette discussion ont surgi des questions intéressantes que j'aimerais citer ici. L'un de ces courants prétend : « Nous devons produire davantage ; il nous faut élever l'agriculture au niveau de l'industrie. » Mais la grosse majorité de ceux qui s'y intéressent répond : « Si l'on vise à une augmentation immédiate de la production, vous avez raison au point de vue de la réalité technique et économique, mais si nous partons d'un point de vue de classe, il ne faut pas agir ainsi. Nous ne devons pas permettre que les prolétaires trouvent en grand nombre leur occupation à la campagne. Nous devons au contraire nous efforcer de renforcer les paysans. » On tente de remédier au manque de forces qui s'est fait sentir à la suite de l'émigration des ouvriers agricoles dans les villes en attirant des ouvriers étrangers, des Polonais, des Tchèques, des Italiens ; on leur accorde même à l'occasion de petits lopins de terre pour procurer ainsi au relèvement de l'agriculture un terrain solide d'une part et d'autre part une base sociale stable. C'est pourquoi des mots d'ordre comme : « Par la terre et pour la terre », « La terre à la famille paysanne », ont un grand succès en France.

Il en est de même en Allemagne, deux courants divers se manifestent dans la discussion à ce sujet. L'un se rapproche du point de vue agraire, l'autre s'en écarte. Le professeur Dietze entreprend par exemple une discussion contre le professeur Varga à propos de certaines mesures qu'il recommandait. L'argument essentiel qu'il lui oppose est le suivant : « Si nous appliquons les mesures recommandées par le professeur Varga le terrain alors serait propice au communisme, spécialité aussi dangereuse que le

marxisme. » Dans toutes les discussions nous voyons que ce danger est l'argument décisif.

Je donne ces faits comme exemple, afin de vous montrer que la bourgeoisie sait fort bien pratiquer le front unique envers la classe paysanne contre le prolétariat. Nous constatons aussi qu'elle agit en toute connaissance de cause, selon un plan établi, non seulement sur le papier ou dans des résolutions ou au moyen de belles paroles, comme nous le faisons souvent, mais elle agit pratiquement. La bourgeoisie sait très nettement quel est son devoir et ne craint pas de le formuler. J'ai trouvé dans un journal financier américain une citation du *Kutchinson News* qui dit : « Les démagogues leur disaient que les fermiers doivent s'unir aux ouvriers ou aux socialistes... ou à d'autres groupes, bien que les intérêts de ces groupes ne soient en rien semblables à ceux des fermiers. Si les fermiers forment un groupe politique, ils ne voudront lutter que pour leurs intérêts, ils veulent s'allier aux banques, aux sociétés d'exploitation, aux fabricants, à la haute finance. Ceux-ci sont les vrais amis des fermiers parce qu'ils représentent ceux dont les profits sont basés sur la prospérité de l'exploitation agricole. »

Voilà, formulée d'une façon précise, la tactique du front unique. Le capital financier crie : « Les démagogues, c'est-à-dire les communistes, vous proposent là un front unique avec la classe ouvrière. » L'idée du front unique est bonne. Les fermiers ont besoin du front unique, il leur faut un soutien politique. Mais ils doivent chercher cet appui chez les gros banquiers, les gros industriels. C'est la pensée du front unique contre le prolétariat formulée d'une façon très nette. Mais comment réalisent-ils cette tactique ? J'ai dit qu'ils la pratiquaient réellement et non seulement avec de belles paroles. Cette tactique est variée ; elle se traduit par une série de concessions que la bourgeoisie fait à la classe paysanne. Nous constatons d'abord que dans les pays arriérés on réalise différentes réformes agraires. Le motif de ces réformes n'est autre que la pression exercée par la classe paysanne, autrement dit, son mouvement révolutionnaire. On a donc effectivement réalisé des réformes. Il est vrai que nous les estimons très insuffisantes et que nous sommes contraints de lutter contre elles en présentant des revendications révolutionnaires plus sérieuses et plus considérables ; cependant, elles furent par place et en partie appliquées fort intelligemment. La bourgeoisie se trouva naturellement obligée de sacrifier quelques gros propriétaires fonciers,

afin de ralentir le développement du mouvement révolutionnaire ou même de l'anéantir. Ces méthodes sont employées par exemple dans quelques états limitrophes de l'Union. Les paysans reçoivent tout d'abord un lopin de terre; de cette façon toute la classe paysanne est tenue en haleine, tandis qu'on fait naître en elle l'espoir que la situation continuera à s'améliorer. Ces Etats sont ainsi maîtres des paysans. En Roumanie, où ces réformes ne furent pas appliquées si habilement, la situation est différente. Cependant la bourgeoisie parvint à s'attirer une partie de la classe paysanne.

La deuxième question est celle du crédit agricole et de la coopération. Le problème est le même que chez nous. Mais le mouvement, le caractère de classe, le but historique sont tout différents. Quant à la forme, les Etats bourgeois posent le problème et le résolvent exactement comme nous le faisons dans l'Union. L'essentiel repose sur les crédits agricoles, liés étroitement aux banques. Ils sont organisés sur une base coopérative. Au moyen de la coopération et des associations, la bourgeoisie et les gros agrariens maintiennent leur influence sur la paysannerie.

Je cite un petit exemple : En Allemagne, les organisations agrariennes et paysannes ont leurs propres banques qui sont associées aux plus puissantes banques allemandes. En Finlande, les associations paysannes sont concentrées dans deux banques privées qui sont maîtresses de toute la situation. Les associations paysannes sont économiquement liées à ces institutions qui ont un caractère nettement bourgeois. En Amérique, les trusts et les capitalistes de la haute finance ruinent d'une part le fermier américain (un tiers des fermiers environ fut ruiné au cours de la dernière crise agraire), d'autre part, cette haute finance leur procure alors les fonds nécessaires et s'en rend ainsi maîtresse. Tout cela est calculé très habilement. Le capital financier américain domine déjà les organisations coopératives des fermiers, ce qui naturellement est l'essentiel.

Dans le domaine économique, ce front unique a pris la forme des droits protectionnistes. Pendant la crise agraire, la propagande en faveur des droits protectionnistes était le lien qui rattachait la classe paysanne aux gros agrariens. Par ce moyen les gros agrariens attirèrent à eux une bonne partie de la classe paysanne. Ceci eut pour résultat une série de concessions sur lesquelles je ne puis m'étendre plus longuement.

Ici encore nous voyons que les directives de la politique éco-

nomique bourgeoise sont très nettement prévues. Je citerai encore quelques résultats appréciables qui doivent déterminer notre tactique. La bourgeoisie utilise donc prudemment et avantageusement toutes les méthodes possibles pour conquérir la paysannerie.

Je vous ai parlé de la tactique du front unique utilisée par la bourgeoisie en vue de gagner à elle la classe paysanne, pour la dresser contre le prolétariat. Dans la situation aiguë où nous sommes, à un moment où nous devons attirer les masses à nous, il faut voir ce danger et comprendre que dans ce domaine une nouvelle orientation de nos partis est nécessaire. L'intérêt voué à la question paysanne ne doit plus être vu comme une sorte de manie. Ou nous sommes des partis communistes qui voulons la bolchevisation et alors il faut en tirer toutes les conséquences, ou nous ne le sommes pas. La faute essentielle du trotskisme est justement de sous-estimer la question paysanne. On ne peut continuer de laisser de nombreux camarades écrire contre le trotskisme s'ils conservent sur ce point la vieille conception. Il faut être loyal envers soi-même, ou avouer que tout en attaquant le trotskisme on reste illettré. Sinon, tirez-en, je vous prie, les conclusions. Je prétends que la pratique des partis communistes, de beaucoup de partis, n'est pas du tout léniniste. La dernière crise du parti communiste russe, par exemple, ne fut pas une crise de surface. L'objectif de la discussion était une nouvelle orientation nécessaire dans la question paysanne. Je reviendrai là-dessus dans mon rapport sur le trotskisme. Nous avons cherché la méthode adéquate et nous l'avons trouvée. Notre tactique actuelle dans la question paysanne est la bonne. C'est pour ces raisons surtout que nous avons combattu le trotskisme et c'est ce que doivent aussi faire les autres partis qui disent s'opposer au trotskisme. Leur premier devoir est d'adopter dans la question paysanne le point de vue juste, et, ce qui est le plus important encore, d'appliquer ensuite une politique adéquate. Il est permis de se proclamer publiquement léniniste, mais on n'a aucun droit de le faire si l'on n'applique pas la vraie méthode léniniste.

Nos camarades communistes ont-ils quelques préjugés contre ce point de vue juste? Ils en ont certainement. Je crois que la source essentielle de ces préjugés est une idéologie sectaire encore bien ancrée chez l'ouvrier des pays industriels. J'ai déjà dit que la base de la puissance anglaise se trouve en Asie et celle de la France en Afrique essentiellement. Cela est clair. Mais si l'on est sectaire on n'a pas besoin de chercher les grandes perspectives,

il suffit de voir ce qui est devant son nez. J'ai parlé récemment avec un excellent camarade allemand qui disait : « Qu'entendez-vous par gouvernement ouvrier et paysan ? Ce mot d'ordre reste sans effet et n'attire plus même un seul ouvrier. Que signifie cela ? » Cela veut dire que l'idéologie sectaire est encore puissante dans la classe ouvrière et qu'il est nécessaire de coordonner tous nos efforts pour vaincre cette idéologie. La situation de l'Allemagne est simplifiée par le fait qu'elle ne possède pas de colonies. Mais si l'ouvrier anglais parlait ainsi, il perdrait inévitablement son pouvoir. C'est pourquoi nous devons absolument faire disparaître cette psychologie sectaire.

Lénine a dit une fois que la plupart des fautes commises dans les luttes reparaissent au moment de la révolution, parce que les mots d'ordre et l'orientation qui convenaient parfaitement à une époque déterminée sont reportés mécaniquement sur une autre époque. Pendant que le capitalisme s'affermissait, l'orientation générale de notre politique se déterminait sur la marche évolutive du capitalisme. On disait : Qui vaincra ? La grosse ou la petite exploitation agricole ? Jusqu'à quel point le processus de différenciation au sein de la classe paysanne se développera-t-il ? Qui triomphera ? Combien de temps durera encore la période ascendante du capitalisme ? L'orientation première de tous les partis communistes se basait là-dessus. La base de notre tactique était : tout ce qui s'oppose au développement du capitalisme contribue à renforcer la lutte libératrice de la classe ouvrière. Nous devons donc, pour le prolétariat, écarter tous les obstacles du chemin. Cette orientation générale était juste à l'époque du développement capitaliste, mais on aurait tort d'affirmer qu'elle serait bonne maintenant, quand nos devoirs sont tout autres et notre orientation toute différente, puisque nous visons la conquête du pouvoir, c'est-à-dire la destruction du capitalisme.

Auparavant, la tâche essentielle d'organisation était de constituer une classe distincte : il nous faut former le prolétariat en une classe autonome et renforcer nos partis. C'était là, à peu près, toute notre tâche. Mais lorsque le devoir immédiat est la conquête du pouvoir, il nous faut procéder autrement. Au premier plan est la question des alliances. Auparavant, celle-ci ne nous occupait pas. La classe prolétarienne était faible et il n'existait qu'un embryon de conscience de classe ; mais maintenant la classe ouvrière s'est notablement consolidée en organisant un parti ouvrier plus ou moins fort ; la question des alliances est le problème essentiel de toute la politique.

Donc, d'une part nous ne nous contentons pas d'émettre des prévisions, mais nous voulons l'anéantissement du capitalisme ; d'autre part, il ne suffit pas de constituer notre propre classe, mais il faut encore gagner à nous des alliés. Des buts différents exigent des mots d'ordre différents. Celui qui dit : « Je n'ai rien de commun avec le villageois », ne sait pas qu'il capitule et n'apprécie pas le rôle de la campagne dans la lutte pour le pouvoir. Il fait preuve d'un opportunisme sectaire. Il faut comprendre enfin que notre devoir politique ne consiste pas seulement à envisager exclusivement les conditions de la classe à laquelle on appartient, mais aussi de tenir compte, et en premier lieu, des rapports du prolétariat, comme sujet de la lutte, avec les autres classes. Les unes peuvent être nos alliées, les autres doivent être nos ennemies.

Il n'y a rien de plus nuisible que cette psychologie sectaire, maintenant que l'histoire nous pousse à la conquête du pouvoir. Elle peut se dissimuler sous d'autres formes, mais elle n'en reste pas moins une sorte d'opportunisme.

Camarades, en quoi consiste le trotskisme ? Il veut donner plus d'importance au prolétariat industriel en tournant le dos au prolétariat des campagnes.

Tel est le danger. En fait, cette conception amène une rupture du bloc ouvrier et paysan ; c'est l'anéantissement de la dictature prolétarienne. Son erreur est de ne pas comprendre le véritable rapport entre la classe ouvrière et la classe paysanne. C'est par conséquent une déviation opportuniste !

L'opportunisme teinté de trotskisme, qui apparaît sous toutes les couleurs prolétariennes, se cache aussi chez celui qui croit n'avoir rien de commun avec le villageois.

Vous verrez dans mes thèses que toutes les questions essentielles de politique agraire et économique peuvent être envisagées sous trois aspects :

- 1° Lontemps avant la prise du pouvoir.
- 2° Immédiatement avant la prise du pouvoir.
- 3° Après la prise du pouvoir.

Ces trois données sont différentes. Pour les marxistes et les léninistes, il s'agit de saisir ces nuances dialectiques, ces différentes données du problème, afin d'établir une tactique juste pour les partis communistes.

La faute principale de la période précédente fut de ne pas l'avoir compris.

Nous avons toujours répondu aux réformistes que la grande exploitation était économiquement plus rationnelle. C'était juste et c'est encore juste. Nous aurions agi en réactionnaire si nous avions mis des obstacles à son développement. Cette ligne de conduite était notre directive, et elle était bien calculée. Mais si pendant la conquête, et immédiatement après la conquête du pouvoir, c'est-à-dire dans la période impérialiste actuelle, nous refusons de partager entre les paysans les grandes exploitations actuelles, parce qu'elles sont économiquement plus avantageuses, toute la révolution est perdue pour nous.

Nous avons déjà bien étudié ce sujet, cependant il est intéressant d'examiner certains exemples. C'est pourquoi j'aimerais encore citer ici l'exemple le plus typique : celui de la révolution hongroise. Je crois que nous n'avons pas encore tiré tous les enseignements de cette expérience faite par nos camarades hongrois. Il faudrait que tous les partis communistes aient connaissance des livres, documents et déclarations, pour comprendre réellement ce qui s'est passé alors. L'échec de la révolution hongroise a pour principale cause la question agraire, la politique absurde de nos camarades hongrois dans cette question. Avec 100 % de sécurité, on peut l'affirmer. Tout le reste est secondaire et produit de cette erreur essentielle.

En Hongrie, le 72 % de tous les possédants paysans, gros agrariens, n'avait que le 15 % de tout le sol. Cette situation nécessitait la répartition d'immenses territoires. Mais, au lieu de rapprocher la classe paysanne du prolétariat en appliquant une mesure de ce genre, afin de se créer une base solide au sein de la paysannerie, on a pratiqué une politique toute différente. On n'a pas réparti le sol, car on savait que la grande exploitation est techniquement plus avantageuse. C'est pour ces raisons aussi que le camarade Varga a cru bon de calculer combien il y avait de campagnards pour un industriel et si je ne me trompe il y en avait deux ! On a publié une déclaration très importante qu'il faut connaître. Elle fut lue par le parti communiste à l'assemblée des Soviets ouvriers. Camarades, la question de la répartition du sol est une pomme de discorde. On a dit, par exemple : « Les antagonismes entre la ville et la campagne sont nés du régime économique capitaliste dans le but de dresser une muraille entre le prolétariat industriel et le prolétariat agricole. Le prolétariat ne peut détruire cette barrière que par la lutte contre la propriété privée et contre le capitalisme. »

Une telle solution de la question agraire qui ne tient pas compte, mais renforce encore la propriété privée, présente de nouveaux obstacles à l'union du prolétariat industriel et du prolétariat agricole et affaiblit, par là même, les forces de la révolution prolétarienne.

Voici la caractéristique de cette déclaration : la classe ouvrière se révolte, le prolétariat a besoin d'un allié, les soviets se réunissent et déclarent : « La répartition des grandes propriétés foncières serait une erreur, puisqu'elle renforcerait la propriété privée. » Cette politique a si bien soutenu la dictature prolétarienne, que l'ancienne propriété privée est retournée maintenant intacte à ses anciens gros propriétaires. Si l'on prétend que les forces ne suffisaient pas, que l'on perdit le pouvoir pour d'autres raisons, il est un fait cependant, c'est que nous nous serions créé une base favorable dans la classe paysanne en procédant différemment. Les paysans auraient pensé : « Les communistes nous ont pourtant donné la terre; les gros propriétaires nous la reprennent; les communistes étaient d'excellents types ! » C'aurait été un excellent argument pour nous et le paysan était gagné à nous. Un prolétariat sera naturellement vaincu dans une lutte si difficile s'il ne trouve pas un allié. Il est pourtant curieux de constater que certains camarades hongrois n'ont pas encore saisi cela aujourd'hui. En 1919, il y a donc cinq ans, le camarade Varga ne l'avait pas compris. Mais le camarade Hevecy, aujourd'hui même, ne l'a pas encore saisi. Il écrit dans l'organe de notre Internationale paysanne des phrases qui sont un perfectionnement de cette politique. Il dit, par exemple, que la situation en Russie et la situation en Hongrie étaient différentes. La Hongrie est un petit pays où l'ouvrier industriel a besoin de moyens d'existence. Cela nécessite donc une exploitation agricole plus considérable.

Le camarade Hevecy écrit dans ce sens :

« Mais les enseignements de la guerre ont démontré qu'il est beaucoup plus facile de réquisitionner les approvisionnements dans les grandes exploitations que dans les petites (forme grossière du communisme de guerre). Notre erreur fut uniquement de n'avoir pas mis tous nos efforts à faire pénétrer cette idée dans la conscience sociale et surtout dans la conscience de la classe paysanne. »

La « conscience » au sens hégélien est une bonne chose pour le paysan hongrois. Mais on n'a rien du tout donné au paysan, et tout est là. Vous savez bien que donner quelque chose ou ne

rien donner du tout influence dayantage le cours de l'histoire que toutes les consciences du monde, et pour le paysan la différence est plus sensible encore.

Voilà pourquoi l'expérience du gouvernement des Soviets en Hongrie est un grand enseignement. Dans nos congrès nous avons parlé de l'Italie, de la Pologne. Je crois qu'il serait bon de publier tous les documents concernant les exemples de l'histoire hongroise, l'histoire du développement révolutionnaire en Italie, en Pologne, et, d'autre part, en Russie. J'ai parlé une fois dans la commission de l'expérience positive russe. Nous ne devons pas oublier la situation qui précéda immédiatement la révolution d'octobre : une grande fermentation révolutionnaire parmi la classe paysanne, de nombreuses assemblées et meetings de paysans qui formulaient les revendications de la classe paysanne, sur le type des « Cahiers de revendications » de la Révolution française. 242 revendications de ce genre furent envoyées à Moscou et à Pétersbourg des différentes contrées de la Russie. Parmi elles, il y en avait d'absurdes, d'utopiques, nous l'avons immédiatement remarqué. Malgré cela, nous avons dit aux paysans qu'immédiatement après la prise du pouvoir nous ferions de leurs revendications des lois; nous les avons soutenues et aussitôt après avoir conquis le pouvoir nous les avons proclamées lois. Nous y avons très peu perdu et la classe paysanne y a beaucoup gagné. La partie utopique de ces revendications disparaît peu à peu d'elle-même sans intervention spéciale de notre part. Mais dans cette stratégie, nous avons gagné la classe paysanne. Techniquement, la production y a perdu puisque la diminution de la production est une conséquence de la guerre civile. Mais ce fut le prix qui nous permit d'acheter la victoire et grâce auquel nous avons renforcé la dictature, le bloc de la classe ouvrière et de la classe paysanne. Nous devons étudier les expériences négatives de la révolution hongroise et les expériences faites en Italie, puis les expériences positives de la révolution d'octobre en Russie. Je pense que les partis communistes doivent étudier ces enseignements, afin de détruire tout scepticisme dans cette question et afin de constater que ce n'est pas un problème d'ordre secondaire, mais une tâche stratégique de premier ordre qui, si nous ne le solutionnons pas, nous rendra la victoire impossible.

Je passe à une brève analyse de la situation présente. J'ai traité ce sujet assez en détail dans les thèses, c'est pourquoi je serai très bref. Mon intention première était de faire comprendre aux camarades l'extrême importance pratique de ce problème.

Si nous examinons la situation actuelle dans les campagnes, nous constatons avant tout dans la période d'après-guerre une modification des rapports entre la ville et la campagne. Marx a dit une fois : « Si les rapports entre la ville et la campagne sont modifiés, c'est l'indice d'une transformation générale de l'époque. » C'est tout à fait vrai. La période de développement du capitalisme fut caractérisée par une inégalité entre ces deux éléments. Actuellement l'importance de la campagne augmente par rapport à la ville. On peut s'en rendre compte de diverses manières. D'abord au point de vue économique : l'agriculture joue maintenant, par rapport à l'industrie, un rôle plus important qu'avant la guerre. Au point de vue social, les agrariens, la classe paysanne a aujourd'hui une valeur relative plus grande que la population des villes. Enfin au point de vue politique, l'influence de la campagne a grandi, sa force politique s'affirme plus qu'autrefois. Sous ces trois aspects, nous enregistrons un accroissement des forces de la campagne.

La deuxième caractéristique est la crise agraire, dont on a déjà parlé dans le rapport de Zinoviev et dans le discours de Varga. Je n'analyserai pas ici la crise agraire et ses divers aspects : la crise agraire, vue du point de vue de la production et la crise agraire vue de la politique des « ciseaux », puisqu'il me suffit ici de citer des faits.

Le troisième caractère de cette époque est l'activité croissante de la classe paysanne dans tous les pays sans exception. Au point de vue social, c'est la différenciation qui s'opère au sein de la classe paysanne et de ses diverses organisations.

Voilà les traits essentiels de la situation actuelle et ses caractères spécifiques.

Les conflits entre le gros agrarien et le paysan et les conflits entre le paysan et le gros capitaliste sont de nature différente. Il s'y ajoute encore les antagonismes qui surgissent au sein de la classe paysanne elle-même. Ces antagonismes se développent sous des formes diverses. Dans les pays arriérés, le conflit entre le paysan et le gros agrarien prend rapidement la forme d'une révolution agraire. C'est la lutte pour conquérir la terre. Les revendications qui, dans bien des pays, contribuent à unir les gros agrariens et les paysans sont les droits protectionnistes. Dans les pays dits civilisés, l'abîme entre la classe paysanne et la bourgeoisie s'élargit pour deux raisons : c'est d'abord la politique d'impôt qui joue un rôle très important, puis la politique économique

des syndicats et des trusts. A cela s'ajoute comme troisième facteur encore les dangers de guerre.

Camarades, ces faits constituent la base objective de notre politique. Ces conflits nous donnent la possibilité d'utiliser la situation et d'en tirer des conséquences logiques. Nous n'avons qu'à profiter des antagonismes entre les gros propriétaires fonciers et les paysans dans les pays retardés, et nous avons ainsi la solution révolutionnaire de la question agraire au sens propre du mot. Dans la question des impôts, dans celle du prix du blé, dans celle du prix des produits industriels, il nous faut appliquer le mot d'ordre de la lutte commune contre le capital des trusts. Ouvriers et paysans doivent s'unir dans la lutte contre la haute finance et les dangers de guerre.

Camarades, j'insiste sur le fait que quelques partis communistes ne comprennent pas encore qu'il nous faut attirer les paysans par des revendications empiriques, concrètes. On se plaît à raconter parfois au paysan ce que nous ferons quand nous aurons pris le pouvoir et l'on néglige complètement les revendications immédiates, momentanées. Mais les social-démocrates et la bourgeoisie discutent de revendications concrètes. Ils disent : « Je diminuerai tes impôts. » Nous dirons : « J'appuierai tes revendications pour abaisser les prix des produits manufacturés. » Le paysan est sensible à cela. Les partis communistes ne doivent à aucune condition négliger ces revendications. Au contraire, nous pouvons ici poser des revendications plus importantes encore, mais en accord toujours avec notre perspective révolutionnaire. Camarades, lisez le programme des revendications paysannes qui existe partout et vous constaterez que dans tous les pays, sans exception, une de leurs revendications essentielles vise la politique des impôts, même dans l'Union des Soviets. Il faut comprendre cela. Nous devons, il est vrai, dans l'Union des Soviets, agir un peu différemment, à cause de la situation particulière et des rapports spéciaux entre les classes. Chez nous aussi, la situation est parfaitement claire. En un temps où le cours du change n'était pas stable, les impôts diminuaient régulièrement, mais maintenant que la monnaie s'est stabilisée, il n'en est plus ainsi, naturellement.

La question des impôts joue de plus en plus un rôle important pour le paysan. C'est d'après elle que le paysan juge l'état bourgeois. L'état bourgeois montre ainsi au paysan que leurs intérêts sont contraires. En partant de la question des impôts, nous pou-

vons attirer les paysans dans nos rangs et les dresser contre l'état bourgeois. La politique d'impôt est dépendante de l'état. Si le paysan proteste contre le poids des impôts, il proteste en même temps contre l'état. Pour nous, l'important est de mettre le paysan en conflit avec l'état bourgeois. La politique des impôts et les revendications dans la politique des impôts sont le pont qui nous permettra de conduire le paysan de son amour pour l'état bourgeois à la haine de l'état bourgeois. A ce sujet, certains camarades raisonnent comme suit : « Si nous diminuons le poids des impôts du paysan, nous renforçons, par là même, celui qui pèse sur l'ouvrier. » C'est un fort mauvais argument. Il faut en tirer la conclusion inverse : nous devons marcher de pair, parce que les paysans pauvres et les paysans moyens sont tout aussi intéressés à la diminution des impôts que la classe ouvrière. Si l'on croit que la diminution des impôts qui pèsent sur le paysan renforcera ceux de la classe ouvrière, on raisonne sottement. Pourquoi? Parce que nous pouvons, d'accord avec les paysans, exercer une formidable pression de masses. Et c'est le facteur décisif.

La chose se présente de même pour le prix des denrées, dans la question des ciseaux. Une des causes principales des ciseaux est la politique des monopoles du capitalisme. Comment la classe ouvrière peut-elle apporter ici une solution générale? En luttant contre les monopoles capitalistes, contre les profits des cartels et pour faire baisser les prix des industries de cartels. Dans presque tous les pays dits civilisés, les industries sont constituées en cartels. Cette lutte contre les surprofits du capital financier, contre les monopoles capitalistes, prenant la forme d'une lutte pour la diminution des produits industriels, est tout à fait désignée pour unir les forces des ouvriers et des paysans.

Il en est de même pour ce qui concerne les dangers de guerre.

J'estime que la base essentielle de notre politique vis-à-vis de la classe paysanne doit être la répartition du sol, en d'autres termes, la question agraire dans les pays arriérés et dans les pays civilisés, c'est la question des impôts, la lutte contre les trusts, la lutte pour diminuer les prix des denrées et la lutte contre les dangers de guerre.

Je répète encore et toujours que la classe paysanne ne peut être gagnée que si nous mettons en accord nos buts généraux avec les revendications concrètes. Eliminer ces revendications de l'ensemble de nos revendications serait une mauvaise tactique.

Camarades, il y a maintenant, dans la classe paysanne, un

courant en notre faveur, un courant qui revêt divers aspects, soit un mouvement révolutionnaire agraire, soit un mécontentement produit par la crise agraire. Le mouvement des « farmers » aux Etats-Unis représente un type de ce dernier genre. Comme je l'ai dit, un tiers à peu près des fermiers fut ruiné. Certains courants révolutionnaires naissent aussi sous l'effet d'une mauvaise récolte, ce fut le cas à plusieurs reprises en Allemagne. Les soulèvements coloniaux sont une des principales pages historiques du mouvement agraire. Il est certain aussi que tous ces mouvements agraires gagnent en intensité et accentuent leur importance sociale dans ces derniers temps. Evidemment la situation aiguë qui existait aux Etats-Unis s'est déjà transformée, mais elle peut renaître et grandir sous les effets de la crise qui se font sentir dans les campagnes.

Les rapports entre les classes dans leur ensemble ont subi diverses modifications. Dans la classe paysanne, nous constatons une plus grande activité et plus d'indépendance, une différenciation du niveau social et même, dans les colonies et les pays retardés divers soulèvements révolutionnaires. En outre, nous observons en général au sein des organisations elles-mêmes un processus de différenciation qui s'accroît dans tous les pays. Il y a, par exemple, en Bulgarie, trois tendances; au sein du parti Stamboulisky, se manifeste une aile gauche assez forte; dans le parti tchèque, ce sont les Domoviny; en Allemagne, une scission parmi les paysans; en Pologne, un grand éparpillement du mouvement paysan où d'innombrables partis et groupements sont représentés dans un état chaotique. En France même, on remarque de petites divisions dans les organisations qui se trouvent sous la conduite de la grosse bourgeoisie et des gros agrariens. Cependant, à l'exception des colonies, toutes les organisations paysannes des autres pays sont entre les mains des gros agrariens et des gros paysans.

Différentes questions se posent à nous maintenant : comment entreprendre notre propagande, notre agitation, quelles formes d'organisation nous paraissent désirables. Quels doivent être nos mots d'ordre essentiels ?

J'ai déjà parlé de la propagande et de l'agitation et des mots d'ordre essentiels. Permettez-moi d'ajouter quelques mots sur les formes d'organisation paysannes. Je crois qu'il nous faut distinguer ici divers types et diverses possibilités. Il se présente deux cas :

1° Quelle doit être notre conduite, dans les cas où les organisations sont déjà constituées ?

2° Comment devons-nous procéder là où nous en sommes les initiateurs ?

Les organisations existantes peuvent être divisées en deux groupes : celles qui ont la forme d'un parti politique et les associations purement paysannes. Ces dernières sont des organisations assez spéciales dont vous connaissez bien la tendance. Ce qui les caractérise, c'est qu'elles réunissent tous les divers éléments sociaux, du gros agrarien à l'ouvrier de campagne. On le constate même dans des organisations qui se sont scindées. Là aussi existent diverses couches sociales de la paysannerie. Nous devons soutenir les fractions de gauche au sein des partis paysans et des groupes paysans, afin d'obtenir une certaine stabilité de ces forces sociales.

Notre tactique à l'égard des organisations déjà existantes consiste donc à soutenir leur aile gauche ou à faire bloc avec elle. Les circonstances nous montreront jusqu'à quel point il nous faut agir dans cette voie et quelles méthodes nous devons employer. De même, pour la question du terme auquel il nous faudra intelligemment provoquer la scission. Quand le moment sera propice, il faudra diviser.

J'insiste sur le fait que notre tactique ne doit pas être la même dans tous les pays. Cependant, lorsque nous sommes les initiateurs, la question essentielle est de savoir quelle forme d'organisation est préférable. Je ne pense pas que ce soit celle d'un parti politique, mais plutôt celle d'une association paysanne. Les partis politiques, à bien des points de vue, ne seraient pas conformes au but; les membres de notre parti ne seraient alors pas seulement organisés chez nous, mais encore dans un autre parti. Cela provoquerait une situation impossible. Nous n'aurions que des groupes communistes paysans, nous n'aurions qu'une fédération et pas de vaste organisation de la paysannerie. Des sectes paysannes communistes ou de petits groupements, ce n'est pas là ce qu'il nous faut. Nous avons besoin de la grande masse des petits paysans, c'est pourquoi une vaste organisation paysanne est bien préférable.

Il n'est pas nécessaire de présenter à ces paysans le programme communiste complet. Notre but n'est pas de provoquer une constipation communiste. (*Rires.*) Il nous faut établir des revendications assez élémentaires, mais beaucoup plus radicales que toute

autre organisation. Il nous faut donner à ces organisations beaucoup d'ampleur et assurer notre influence par l'action de nos camarades. S'il est nécessaire, nous pouvons former des fractions. Mais la nécessité de former des fractions ne se présente pas toujours. Il y a des cas où l'organisation peut fort bien être sous notre influence sans qu'il existe une fraction.

Nous voyons donc que la forme de l'organisation paysanne répond mieux à notre but que le parti politique.

Camarades, j'aurais voulu parler encore du problème spécial concernant les rapports entre la classe ouvrière et la paysannerie en Russie. Mais, je crois qu'il serait mieux de traiter cette question dans mon rapport sur le trotskisme. Je terminerai donc en soulignant encore que nous avons la preuve que nos partis étudient fort peu la question agraire. C'est cependant notre tâche la plus élémentaire. Les partis ne s'intéressent pas à ces misérables questions, bien qu'elles soient les plus importantes de la vie sociale. Nous ne sommes jamais renseignés par les partis des pays où des réformes agraires bourgeoises sont en cours. La *Rote Fahne* et l'*Internationale*, de même que les organes du parti allemand, ne s'occupent guère de cette question. Il en est de même pour les autres partis. Chez les Français, seulement, la situation est légèrement meilleure. Bien que l'attention pour les questions paysanne et coloniale domine, nous ne sommes que des enfants en regard de l'activité déployée par la bourgeoisie. Il faut le reconnaître. La bourgeoisie comprend beaucoup mieux que nous la situation, elle étudie le problème plus exactement, elle travaille dans ce domaine considérablement plus que les partis communistes.

Je termine mon rapport en souhaitant et en espérant qu'après cette séance du Plenum et après les thèses votées sur la bolchevisation des partis, tous les partis communistes et l'Internationale Communiste elle-même se bolcheviseront réellement, s'intéresseront avant tout à la question agraire et paysanne et appliqueront dans ce domaine une politique digne du léninisme. (*Vifs applaudissements.*)

Thèses sur la Question Paysanne

ADOPTÉES PAR L'EXÉCUTIF ÉLARGI
DE L'I. C.



INTRODUCTION

1. — La ligne générale du communisme à l'égard des paysans fut indiquée, au second Congrès de l'Internationale Communiste, dans les thèses sur la question agraire rédigées par Lénine. Le IV^e Congrès a une fois de plus confirmé ces thèses, les complétant par quelques considérations découlant de l'expérience pratique ultérieure des partis communistes des différents pays. Les thèses du second Congrès restent à ce jour des directives que tous les partis affiliés à l'Internationale Communiste sont tenus de suivre.

2. — Actuellement, l'importance énorme de la question paysanne pour la révolution prolétarienne s'est avérée avec encore plus de relief. Plus le mouvement communiste devient international, plus les perspectives de la révolution mondiale du prolétariat deviennent claires, plus évidente apparaît la diversité de la marche concrète de la révolution, où la population paysanne des colonies ou des semi-colonies, ainsi que les diverses couches paysannes des pays dits « civilisés », doivent jouer inévitablement un rôle de premier plan. Du fait que la paysannerie constitue la majorité écrasante de l'humanité, la question de la lutte pour la paysannerie devient une des questions politiques centrales et du point de vue de la lutte du prolétariat pour le pouvoir et pour la consolidation de ce pouvoir et de ses bases économiques. Une question comme celle des colonies est au fond une question de rapports entre la ville mondiale et la campagne mondiale, qui souffre du triple joug de la propriété féodale, de l'exploitation capitaliste et de l'inégalité nationale.

3. — L'instabilité des rapports capitalistes pose la question paysanne avec une grande acuité également pour les classes dominantes,

c'est-à-dire pour la bourgeoisie et les grands agrariens. Presque dans tous les pays, sous diverses formes, par diverses méthodes, en utilisant par exemple la social-démocratie, les classes dominantes s'efforcent en réalité de faire une tactique originale de front unique avec la paysannerie dirigée contre le prolétariat. S'appuyant avant tout sur les couches paysannes les plus riches, les classes dominantes les utilisent pour renforcer leur influence sur tout le front paysan, afin de l'opposer au front révolutionnaire du prolétariat.

4. — D'autre part, dans l'U. R. S. S., où la classe ouvrière a su affermir sa domination grâce à son alliance avec les masses paysannes et à sa direction sur elles, toute la politique de la bourgeoisie et des partis contre-révolutionnaires quasi-socialistes, mise sur une rupture entre le prolétariat et les paysans. Ainsi, le moment actuel rend la question paysanne extrêmement aiguë et exige de l'Internationale Communiste un travail particulièrement actif et réfléchi dans ce domaine. Poser clairement la question théorique agraire et paysanne et déployer une intense activité pratique, voilà deux conditions plus indispensables que jamais au succès des partis communistes.

1. — Le Prolétariat et la Paysannerie comme catégories sociales et économiques

5. — Le prolétariat est une des classes principales de la société capitaliste. Privé des moyens de production, louant sa force de travail, le prolétariat travaille la plupart du temps dans des conditions qui le groupent par le jeu même de la production capitaliste. Les conditions de son existence sociale (opposition diamétrale de ses intérêts à ceux de la bourgeoisie : absence de propriété privée, travail collectif et enfin augmentation numérique constante), font du prolétariat, en tant que classe, l'agent social de la Révolution communiste.

6. — La paysannerie, qui était autrefois la classe fondamentale de la société féodale, n'est plus dans la société capitaliste une classe au vrai sens du mot. Happée par les lois de l'économie marchande, entraînée dans l'orbite de l'exploitation capitaliste, la paysannerie, tout en conservant une couche plus ou moins stable de petits producteurs laborieux, se différencie sans cesse : d'une part elle dégage des salariés, chasse l'excédent de population dans les villes, où ces éléments se fixent, la plupart dans les rangs des ouvriers d'industrie; d'autre part, elle dégage une bourgeoisie agricole qui abandonne de plus en plus l'économie dite « laborieuse » pour une économie capitaliste, c'est-à-dire employant systématiquement le travail salarié. Ainsi, dans la société capitaliste, la paysannerie, dans son ensemble, n'est pas une classe. Néanmoins, dans la mesure où nous avons une société qui passe du type féodal à un régime de production du

type capitaliste, la paysannerie dans son ensemble se trouve également dans une situation contradictoire : par rapport aux propriétaires féodaux, elle est une classe; dans la mesure où elle est happée par les rapports capitalistes qui la rongent, elle cesse d'être une classe. C'est pourquoi, dans les pays ayant beaucoup de survivances de la propriété foncière féodale, la paysannerie, dont les intérêts en tant que classe sont en antagonisme flagrant avec les intérêts des propriétaires, peut, à une certaine étape de la révolution, être dans son ensemble l'alliée du prolétariat. Il en est ainsi tout d'abord dans les colonies et semi-colonies et de même dans les pays d'Europe économiquement arriérés où la révolution agraire contre la propriété foncière féodale, seulement en partie capitalisée, est encore à l'ordre du jour.

7. — La diversité des couches, voire même des classes sociales au sein de la paysannerie, la diversité des proportions entre ces couches et classes dans les divers pays, déterminée par des degrés divers d'évolution économique; enfin, la variation de ces facteurs en fonction des circonstances historiques concrètes, rendent l'analyse des rapports de classes dans les campagnes particulièrement difficile et exigent une attention toute particulière.

8. — Le principal facteur qui oppose profondément les intérêts du prolétariat à ceux des *gros* paysans, ce sont les intérêts qui découlent de la propriété *capitaliste*, c'est-à-dire l'antagonisme entre l'acheteur de la force du travail et ceux qui la vendent, entre le capitaliste et l'ouvrier salarié. C'est pourquoi, dans le processus de la révolution prolétarienne, c'est-à-dire de la révolution qui abolit la propriété capitaliste, les gros paysans constituent une réserve de forces antiprolétariennes. Cependant, dans les pays où la révolution agraire contre la propriété foncière féodale est à l'ordre du jour, même des gros paysans peuvent marcher contre le hobereau.

9. — Le facteur principal qui divise les intérêts des paysans moyens et de la classe ouvrière, ce sont les intérêts de l'économie marchande privée, basée sur la propriété privée, fût-elle laborieuse. Les intérêts du vendeur de blé (le paysan) et de l'acheteur (l'ouvrier) sont opposés. Cependant plusieurs autres facteurs, qui découlent du fait que les paysans moyens sont soumis à l'exploitation capitaliste (usure, politique des hauts prix des trusts industriels, impôts, joug de l'Etat impérialiste, guerres, etc.), peuvent l'emporter sur les facteurs de discorde avec le prolétariat. Par conséquent ces couches peuvent être neutralisées et, même là où le joug capitaliste est particulièrement intolérable, et aussi là où il est doublé d'un joug féodal, les paysans moyens peuvent marcher avec le prolétariat.

10. — Le désaccord entre les *petits* paysans et le prolétariat découle également du caractère de la production marchande privée. Cependant, la proportion entre les facteurs de rapprochement et ceux

de discorde est ici tout autre que pour les paysans moyens. La petite exploitation doit souvent acheter du blé; le petit paysan est souvent de temps en temps ouvrier salarié. Ses intérêts *fondamentaux* résident aussi dans la lutte contre le grand capital. C'est pourquoi les petits paysans peuvent être gagnés à la cause du prolétariat et devenir pour lui des alliés résolus.

11. — Le désaccord entre les *paysans pauvres* et le prolétariat découle de la propriété privée des premiers. Cette division est insignifiante et disparaît devant la communauté des intérêts. Ces catégories, n'étant indépendantes qu'en apparence, sont entièrement soumises au capital et sont des ouvriers exploités par ce dernier. C'est pourquoi elles passent du côté du prolétariat « pour composer sa réserve, voilée dans la forme ».

12. — Les *salariés agricoles* sont une partie du prolétariat même. Cependant, cette couche a des particularités qui s'opposent fort souvent à sa lutte contre la société capitaliste. Les conditions objectives en sont l'éparpillement des salaires agricoles dans le processus du travail et le régime « patriarcal » qui règne dans les campagnes. Ces conditions particulières empêchent de comprendre les intérêts de la classe ouvrière. Il est bien entendu que les partis prolétariens doivent se proposer de gagner cette couche en premier lieu.

13. — Les rapports entre le prolétariat et les petits paysans, et, dans une certaine mesure (surtout dans les pays agraires) les paysans moyens, doivent être des rapports d'alliance et de direction. Ce rapport spécifique entre deux classes, sans aplanir les distinctions de classe, est néanmoins basé sur la communauté d'intérêts dans la lutte contre les grands propriétaires et les capitalistes. Il revêt diverses formes, et enfin, à un certain moment, après la conquête et la consolidation du pouvoir prolétarien et de sa base économique, se détruit lui-même, en tant que les classes en général commencent à disparaître.

Par conséquent, il faut poser tout le problème sur le plan historique.

II. — Le Problème agraire et paysan dans la période "Organique" du Capitalisme (Avant la guerre de 1914)

14. — Dans la plupart des pays capitalistes, dans la période où le prolétariat n'avait pas encore l'objectif immédiat de s'emparer du pouvoir, les marxistes révolutionnaires devaient en premier lieu démolir les illusions petites-bourgeoises, les préjugés théoriques, les conceptions fausses sur la marche de l'évolution capitaliste. A l'encontre des opportunistes, les marxistes ont toujours défendu les avantages techniques et économiques de la grande production, la loi de concentration et de centralisation dans l'agriculture, le caractère

inéluctable de la différenciation de la paysannerie et de la capitalisation de la production agricole en général.

15. — Le point de vue principal était à cette époque celui de prévoir la marche future de l'évolution capitaliste. Les marxistes révolutionnaires devaient tout d'abord anéantir la théorie de la solidité « évolution non capitaliste » de l'agriculture, qui enseignait que l'agriculture a une évolution tout à fait particulière, n'ayant rien à voir avec celle de l'industrie.

16. — Cette lutte des marxistes révolutionnaires contre les utopies petites-bourgeoises consistait en une critique acerbe des idées du socialisme agraire et agraire-coopératif, qui prétendait que la réforme agraire ou la coopération agricole serviraient de leviers pour vaincre le régime capitaliste, que la coopération en évoluant se changerait en socialisme, etc. Les marxistes devaient démasquer cette doctrine, qui voilait le fait que la coopération agricole dégénérerait partout en entreprises collectives de type capitaliste, se soudant de plus en plus rapidement à l'appareil économique des classes dominantes et tombant inévitablement sous la tutelle des grands agrariens et des capitalistes.

17. — Les marxistes devaient dénoncer impitoyablement les tentatives sentimentales et bornées des utopistes petits-bourgeois qui voulaient voiler le fait de la désagrégation de la paysannerie de sa différenciation en classes, de la lutte de classe, toujours croissante dans les campagnes, du salariat, etc. Ecarter les obstacles qui entravent cette lutte de classe dans les campagnes, voilà la « norme » de la principale politique pratiquée dans cette période.

18. — Dans les pays où, somme toute, les objectifs des révolutions bourgeoises étaient atteints, les marxistes devaient, comme l'avait déjà indiqué Engels, « se mettre résolument du côté du petit paysan », le protéger contre toutes les formes d'exploitation qui apparaissent dans le processus de l'évolution capitaliste et l'aider à s'émanciper de l'influence bourgeoise. Ce problème de la défense des intérêts du petit paysan ou bien n'était plus résolu du tout, ou bien, si on l'abordait, c'était sous l'angle non pas de la lutte contre le capital, mais la consolidation de ce dernier (l'aile révisionniste des partis social-démocrates).

19. — Dans les pays où les objectifs des révolutions bourgeoises n'étaient pas atteints (ainsi dans la Russie de 1905), les marxistes, tout en combattant les utopies petites-bourgeoises sur la chute du capitalisme sans dictature du prolétariat, devaient en même temps prendre position pour l'abolition intégrale de la propriété féodale, pour la confiscation des terres au profit des paysans, afin de donner l'envergure la plus large à la lutte ultérieure pour le socialisme sur la base de l'évolution la plus « libre » (c'est-à-dire anéantissant les vestiges de féodalité) du capitalisme.

III. — Le Problème agraire et paysan à la veille de la Prise du Pouvoir par la Classe Ouvrière

20. — La période des révolutions prolétariennes crée une situation où la classe ouvrière et son parti sont obligés, s'ils veulent avoir une juste stratégie révolutionnaire de modifier essentiellement leur façon d'envisager la question paysanne. Si, dans la période précédente, le parti du prolétariat révolutionnaire aidait, afin de donner le maximum d'envergure à la lutte de classe, à écarter les obstacles s'opposant à la libre évolution du capitalisme et rassemblait les forces de sa propre classe, maintenant, au contraire, il doit se proposer de disloquer immédiatement les rapports capitalistes, et la question de son allié de classe acquiert une acuité particulière. Par conséquent tout doit être à ce moment, entièrement subordonné à l'objectif de la prise du pouvoir et de l'instauration de la dictature du prolétariat, qui est la condition nécessaire, fondamentale, principale de l'évolution de la société vers le socialisme.

21. — Dans les pays à grande industrie capitaliste, le prolétariat doit s'efforcer de transformer les domaines féodaux employant le travail salarié en entreprises d'Etat. Cependant, l'idée de la supériorité technique et économique de la grande production agricole ne doit pas empêcher les communistes de morceler une partie des grands domaines (dont les dimensions sont déterminées par le régime de chaque pays) en faveur des petits paysans et parfois même des paysans moyenne, si la nécessité révolutionnaire l'exige. Pour atteindre au socialisme, qui n'est autre chose qu'une production rationnelle avec tous les avantages techniques et économiques qu'elle présente, il faut conquérir la dictature du prolétariat, dont l'avènement dans l'immense majorité des pays est impossible sans l'appui direct des petits paysans et la neutralisation des paysans moyens. L'expérience négative des mouvements hongrois, italien et polonais, ainsi que l'expérience positive du mouvement russe, prouvent que dans cette question, les erreurs sont fatales.

22. — La question des utopies relatives à une évolution non capitaliste se pose d'une toute autre façon. Vu que la dictature du prolétariat a radicalement transformé le cadre et changé la direction de toute l'évolution sociale, les communistes doivent, dans la période qui précède la prise du pouvoir, faire porter leur critique des partis petits-bourgeois non pas sur leurs utopies anticapitalistes, mais sur leur activité capitaliste, qui mène à des compromis avec la bourgeoisie et trahit le petit paysan.

23. — De même, la façon d'envisager la question change pour les paysans du type colonial ou semi-colonial. Vu que la dictature du prolétariat dans les pays industriels les plus importants rend possible une évolution d'un autre type dans les anciennes colonies, la

tâche principale n'est pas de lutter avec les conceptions anticapitalistes, pré-capitalistes et autres, mais de critiquer tout compromis dans la lutte contre le capital étranger et la propriété féodale et d'imprimer au mouvement le maximum d'envergure.

IV. — Comment se pose la question après la Prise du Pouvoir

24. — Une fois le pouvoir conquis par la classe ouvrière, une fois les capitalistes et les hobereaux expropriés, les principaux facteurs stratégiques de la vie économique (banques, grande industrie, transports, etc.), nationalisés, les conditions de la vie économique en général et de la vie rurale en particulier changent radicalement, et entre autres les conditions dans lesquelles se développe l'économie paysanne.

25. — Ces conditions nouvelles rendent possible une évolution non capitaliste de l'économie paysanne. Son développement peut se poursuivre, quoique dans des formes contradictoires, par la coopération vers le socialisme. Car en régime capitaliste, les coopératives unissant les économies paysannes se transforment inévitablement, si toutefois elles sont viables, en entreprises capitalistes, car elles dépendent de l'industrie capitaliste, des banques capitalistes, de l'économie capitaliste en général, tandis que ces coopératives, sous la dictature du prolétariat, se développent dans de toutes autres conditions et dépendent de l'industrie prolétarienne, des banques prolétariennes. En d'autres termes, si en régime capitaliste elles se soudaient à tout le système capitaliste, dans les conditions nouvelles, par contre, à condition que l'Etat prolétarien ait une bonne politique, elles iront se souder à tout le système des rapports économiques socialistes.

26. — Il est évident que ce processus de « soudure » ne s'effectuera qu'à la suite d'une lutte entre diverses formes économiques, qui exprimera la lutte des classes. L'Etat prolétarien, qui soutient activement les formes économiques socialistes et les tendances économiques correspondantes et qui les aide à utiliser la haute technique, doit réglementer aussi les rapports capitalistes qui naissent inévitablement, afin d'assurer en fin de compte le triomphe du socialisme. Ainsi, la politique de l'Etat prolétarien est un instrument puissant à l'aide duquel le prolétariat exerçant la dictature continue sa lutte de classe. Dans ce duel entre deux principes, deux tendances, deux classes opposées — dans le duel entre le principe socialiste et le principe capitaliste — l'existence d'un Etat prolétarien est une condition essentielle de la victoire du socialisme.

27. — De même, il devient possible pour les pays coloniaux de « sauter » par-dessus l'étape capitaliste, si la révolution donne le pouvoir au prolétariat dans les pays industriels les plus puissants. Marx indiquait déjà la possibilité de ce « saut » au cas d'une révolution prolétarienne victorieuse. Cela ne signifie pas qu'il n'y aura

pas du tout d'évolution capitaliste dans ces pays. Tout le processus s'effectuera dans des formes contradictoires, et des formes capitalistes se dégageront inévitablement au cours de cette évolution. Mais d'autre part, il s'affirmera une puissante tendance à caractère socialiste qui déterminera tout le processus dans son ensemble.

28. — La principale directive pour un parti prolétarien au pouvoir doit être de vivre *en paix* avec la paysannerie. Il faut bien comprendre que l'on ne peut éviter ce problème, car la paysannerie constitue encore la majorité de l'humanité et son rôle est encore immense dans la production. On ne peut vivre en paix avec la paysannerie que si la politique économique de l'Etat prolétarien tient compte de la propriété privée qui est le stimulant du petit producteur, si, utilisant ce stimulant, elle amène les paysans à s'organiser en des formes de plus en plus parfaites d'économie collective.

29. — Tenant soigneusement compte de la différenciation de la paysannerie et assurant constamment la croissance des éléments socialistes de l'économie : prêtant une aide financière directe aux diverses organisations de travail collectif; se proposant pour but de développer le plus possible la coopération affranchie de la tutelle bourgeoise, etc., l'Etat prolétarien et le parti prolétarien au pouvoir doivent unir et soutenir par tous les moyens les organisations de salariés agricoles, des éléments pauvres des campagnes, des paysans moyens, au détriment des nouvelles couches bourgeoises et capitalistes qui apparaissent parmi la paysannerie.

30. — L'alliance économique de la classe ouvrière et de certaines couches de la paysannerie doit se baser sur une aide active de l'industrie, qui doit développer ses forces de production suffisamment pour être plus avantageuse au paysan que l'industrie capitaliste.

31. — Les rapports entre la classe ouvrière et la paysannerie dans la période de dictature du prolétariat sont des rapports d'alliance. La classe ouvrière « constituée en pouvoir d'Etat » fait un accord, « s'appuie » sur la paysannerie (la petite paysannerie et, dans quelques pays, la petite et moyenne ou la petite et une partie de la moyenne). Collaboration avec la paysannerie ne signifie pas partage du pouvoir. Cependant, dans la mesure où la paysannerie participe réellement au travail d'édification socialiste qui la soumet à une transformation sociale, il sera indispensable de faire participer les éléments les plus avancés de la paysannerie à l'appareil de l'Etat. Socialement, la paysannerie se rapprochera de plus en plus du prolétariat et les différences de classes s'atténueront de plus en plus. La forme soviétique de la dictature du prolétariat est précisément, comme l'a montré l'expérience de la révolution, une organisation d'Etat qui, d'une part, en assure le caractère prolétarien de classe et, d'autre part, permet une participation toujours plus grande des paysans au travail d'édification socialiste.

32. — Les partis communistes doivent bien comprendre que toute la période de dictature du prolétariat a ses lois propres. Au cas d'une marche favorable de l'évolution, les antagonismes de classe, à partir d'un certain moment, commencent à se reproduire dans des dimensions de plus en plus faibles, les éléments économiques du socialisme croissent par voie d'évolution; le prolétariat fait une politique non pas de rupture dans l'organisme social, mais de consolidation, et de plus les formes de cette petite économie sont peu à peu évincées, tandis que les formes de petite économie sont peu à peu transformées (par la coopération, par le développement de toutes les formes d'organisation collective, etc.). Ces lois particulières sont à la base de toute notre tactique dans la période en question.

33. — Le but final du mouvement est l'organisation d'une grande production agricole collective, l'anéantissement de l'antagonisme entre la ville et la campagne, et la liquidation de l'état arriéré de l'agriculture, qui était une des lois de l'évolution du capitalisme.

V. — *Comment se pose la question agraire et paysanne dans la période actuelle*

34. — La guerre et les événements qui l'ont suivie ont déterminé dans de nombreux pays une chute des forces de production et porté atteinte aux anciens rapports entre la ville et les campagnes. La puissance économique des campagnes, en tant que productrices des produits alimentaires, s'est extrêmement accrue. En même temps, le poids spécifique social des classes rurales, et en premier lieu de la paysannerie, s'est accru.

35. — Ensuite, l'ébranlement de tout le régime économique dans son ensemble et l'élargissement de l'horizon idéologique du paysan pendant la guerre et la fermentation d'après-guerre, ont fortement augmenté l'activité de la paysannerie, de ses couches pauvres, moyennes et bourgeoises. Enfin, l'affaiblissement de l'impérialisme a rendu beaucoup plus aigu le mouvement colonial, dans lequel les paysans jouent un grand rôle.

36. — La crise agraire mondiale, résultat de la désagrégation de l'économie mondiale, et le phénomène des « ciseaux », où cette crise se reflète et qui résulte aussi de la politique des hauts prix pratiqués par les organisations monopolistes du capital ont été un coup très rude pour les paysans qu'ils ont même dans certains pays, aux Etats-Unis par exemple, ruinés en masse.

37. — Tous ces phénomènes ont provoqué des formes très variées de mouvements paysans. Dans les pays agraires et arriérés (Roumanie, Pologne, Esthonie, Hongrie, sans parler de la Russie d'avant la révolution), il y avait et il y a encore jusqu'à présent un mouvement paysan qui revêt par moments des formes nettement révolutionnaires;

dans d'autres pays, la lutte a revêtu d'autres formes : souvent les paysans ont fait bloc avec les agrariens (exigeant des prix élevés sur les céréales, des tarifs douaniers en leur faveur), ces derniers ayant la direction du mouvement; d'autre part, les « ciseaux » et la crise agraire des Etats-Unis ont provoqué un mouvement contre la politique des grands trusts, qui ruinent les paysans par les prix élevés qu'ils établissent, grâce à leur monopole, sur les produits de l'industrie; dans bien des pays, des mouvements paysans ont été suscités par l'exploitation accrue du capital usuraire et commercial (sociétés d'achats et banques) là où le désarroi économique a déterminé de très mauvaises récoltes (ainsi qu'en certaines régions de l'Allemagne), appaurent des mouvements de petits paysans réclamant de l'aide; enfin, après la stabilisation des changes, les impôts deviennent une charge énorme, sous la pression des dépenses improductives de l'Etat impérialiste; le danger de nouvelles guerres est devenu plus imminent, où les paysans perdent plus d'hommes que toute autre couche sociale.

38. — Sur le fond de ce large mouvement paysan, très bigarré et hétérogène, ont surgi ces derniers temps plusieurs *organisations* paysannes. Il faut noter, comme des phénomènes d'un haut intérêt, l'existence de gouvernements paysans (ainsi celui de Stambouliski en Bulgarie) et demi-paysans (Estonie, Lettonie, etc.), ensuite une croissance extraordinaire de toutes sortes d'organisations paysannes (nombreux partis en Pologne et en Tchécoslovaquie, apparition de nouvelles organisations en Allemagne, renforcement d'organisations existant dans les Balkans, organisation d'un mouvement des farmers aux Etats-Unis et du parti de La Follette, etc.), les tentatives de fondation d'organisations internationales (l'Internationale verte).

39. — Presque partout se produit une différenciation au sein des organisations paysannes; les petits paysans quittent peu à peu les organisations communes, groupant les paysans de toutes conditions, rejetant la direction des bourgeois et des gros propriétaires (cultivateurs de gauche en Bulgarie; Niézavissimiyé domoviny en Tchécoslovaquie; la Ligue de Vyzvolenié en Pologne; l'organisation des paysans travailleurs en Allemagne; certaines organisations de farmers aux Etats-Unis, etc.). En connexion avec ce phénomène, se pose la question de l'influence des communistes parmi les paysans.

40. — Les milieux agrariens bourgeois font en ce moment tous leurs efforts pour retenir les paysans sous leur emprise; réformes agraires (Roumanie, Pologne, Etats Baltes, Tchécoslovaquie, etc.), aide financière à la coopération; concessions de détail; mesures agraires et douanières. Quelles sont les formes principales que revêt cette politique? Cette activité fébrile des classes dominantes exige impérieusement des partis communistes qu'ils déploient une activité énergique parmi les paysans.

VI — Le Mouvement paysan et les partis communistes

41. — Le problème élémentaire qu'ont à résoudre les partis communistes est d'étudier la question agraire dans leurs pays et dans leurs « colonies ». Jusqu'à présent, on a très peu fait sous ce rapport. Ni la presse quotidienne, ni les revues ne s'occupent de cette question comme il conviendrait.

42. — Le principal objectif des partis communistes doit être de libérer les paysans de la tutelle de la bourgeoisie et des grands propriétaires fonciers. Dans les pays agraires ayant de nombreuses survivances féodales, la question agraire doit être posée au premier plan, Il faut surveiller la marche concrète de la réforme agraire, en critiquer impitoyablement tous les compromis et le caractère bourgeois, rendre évidente la spoliation de catégories les plus pauvres, etc., et opposer à cette « solution » de la question agraire, la solution révolutionnaire : confiscation des terres nobles, du matériel et du bétail.

43. — Dans la plupart des pays de grande culture capitaliste, l'axe de notre propagande et de notre agitation doit être constitué par trois questions : les impôts, les prix élevés imposés par les cartels industriels et enfin l'oppression de l'Etat impérialiste et le danger de guerre.

44. — Il est tout à fait faux d'opposer les mots d'ordre découlant de cette politique à celui de dictature du prolétariat ou de gouvernement ouvrier et paysan, mots d'ordre qui généralisent notre lutte pour l'influence parmi les paysans. Il ne faut pas oublier que l'on ne peut attirer les paysans aux côtés du prolétariat qu'en partant de ses intérêts pratiques, évidents et directs. Tout nihilisme dans ces questions serait intolérable et contraire au bolchévisme.

45. — Il est également faux de croire que la réduction des impôts frappant les paysans entraîne l'augmentation de ceux que doit payer le prolétariat. C'est précisément la conclusion contraire que nous devons faire dans notre travail : *Vu que* le prolétariat et les paysans sont intéressés à la réduction des charges fiscales, ils doivent lutter ensemble contre l'Etat impérialiste. C'est justement la question des impôts qui met la paysannerie face à face avec tout l'appareil de l'Etat bourgeois, et fait ainsi une passerelle vers la question du gouvernement ouvrier et paysan.

46. — Dans la question des prix des produits industriels, il faut lancer une campagne énergique contre l'omnipotence des trusts industriels, conséquence inévitable du régime capitaliste. La lutte contre les profits des cartels doit être une charnière unissant le prolétariat aux paysans dans la lutte commune contre le capital monopoliste.

47. — Une très grande question, qui doit devenir un sujet de propagande et d'agitation, est celle des guerres à venir. Quoique la guerre ait renforcé la position des campagnes, elle les a frappés le plus ru-

dement (pertes humaines, ravages matériels, etc.). Cela fait jaillir dans certains pays une sorte d'antimilitarisme paysan (par exemple en France). Il faut soutenir ce mouvement par tous les moyens et le transformer en une lutte active.

48. — Dans les colonies, toutes ces questions apparaissent sous une forme plus aiguë : le joug de la propriété foncière féodale jointe au manque de terre, les prix trop élevés, les impôts excessifs, le danger de guerre. Tout cela se complique par une exploitation supplémentaire du capital étranger, ainsi que par l'oppression nationale. C'est pourquoi la tâche des partis communistes est de déployer la lutte dans toutes ses directions.

49. — Dans toute l'activité des partis communistes parmi les paysans, il faut prendre en considération la diversité de la paysannerie. La tactique esquissée au II^e Congrès par rapport aux diverses catégories paysannes doit servir de base dans la solution des questions d'actualité. De plus, il faut souligner que les communistes, loin d'attenter à la petite et à la moyenne propriété, veulent l'affranchir de toutes les charges dont l'accablent les usurers, les prêteurs capitalistes, les propriétaires fonciers, l'Etat bourgeois, etc.

VII. — *Le Travail parmi les paysans et l'attitude envers les organisations paysannes*

50. — Là où diverses catégories paysannes sont unies en une organisation comme sous la direction des agrariens et des « paysans » capitalistes (Grossbauer, koulaks, etc.) les partis communistes doivent s'efforcer de libérer les petits paysans (et si possible les paysans moyens) de leur tutelle. Si l'on ne peut conquérir ces organisations, c'est-à-dire renverser leurs chefs agrariens (or, telle est la situation dans la plupart des cas), il faut organiser indépendamment les petits paysans et toutes les catégories susceptibles de marcher avec le prolétariat. A cet effet, il faut une tactique de bloc entre les P. C. et ces lignes de petits paysans.

51. — Dans les pays capitalistes où les organisations des petits paysans sont nulles ou très faibles, il faut travailler à en créer sous forme de ligues paysannes, comités paysans, etc., où l'influence du parti est assurée par des fractions. La création par les communistes de *partis paysans* indépendants n'est pas utile et ne saurait être recommandée. « Sous le nom d'associations paysannes, quel que soit leur titre, il faut entendre en général des organisations plus larges que les partis politiques proprement dits. Ces associations n'ont pas un programme, une discipline, une structure aussi strictes; elles permettent, d'une part, de toucher plus largement les masses, d'autre part, elles rendent possibles l'existence dans leur sein de différentes tendances et nuances politiques. »

52. — Là où les paysans sont organisés en partis politiques hétérogènes, par leur constitution sociale, le parti communiste doit soutenir leur aile gauche, formée par les petits paysans et les aider à se séparer au bon moment pour fonder une organisation indépendante.

53. — Les partis communistes font bloc avec les partis des petits-paysans, s'efforçant de les attirer sous leur influence idéologique et propageant l'idée de la nécessité de l'alliance entre ouvriers et paysans pour une lutte fructueuse des travailleurs contre les exploités.

54. — Les partis communistes sont tenus d'accorder l'attention la plus sérieuse à l'organisation professionnelle des salariés agricoles pour en faire leur base dans les campagnes. Ces organisations doivent être, si possible, étroitement liées aux syndicats du prolétariat industriel, et d'autre part liées aux organisations des petits paysans. Leur adhésion à ces dernières est certainement admissible à condition de conserver une organisation autonome.

55. — Là où la question paysanne est liée à une question nationale, les partis communistes doivent prêter une attention toute particulière à cette dernière. Ignorer le facteur national dans des cas semblables serait non seulement une erreur, mais un crime politique.

56. — La propagande et l'agitation doivent servir à les entraîner dans la lutte commune. Il faut inviter tous les partis communistes à un travail plus énergique dans ce sens. Il faut en particulier indiquer la nécessité d'interventions parlementaires sur cette question.

57. — Tous les partis communistes doivent agir de façon à faire adhérer les organisations paysannes au Conseil Paysan International. Ils doivent contribuer à la croissance de cette Internationale Paysanne, renforcer et rendre plus profonde son action, aider à poser convenablement les questions paysannes, contribuer à une étude vraiment scientifique des problèmes du mouvement paysan, etc., etc...

58. — Dans tout leur travail parmi les paysans, les communistes doivent éviter de toute façon la déviation social-démocrate d'une part, la passivité dans la question paysanne, et d'autre part la « Bauernfangerei » sans principe, qui abandonne toutes les positions marxistes, et aussi la déviation populiste (qui efface la division entre le prolétariat et la paysannerie, qui néglige la question de la différenciation de la paysannerie, qui ignore l'idée de l'hégémonie du prolétariat). Les communistes doivent toujours et partout expliquer aux paysans que les paysans, comme l'a montré l'expérience de toutes les révolutions, ont toujours été battus et trompés lorsqu'ils ont voulu agir comme force indépendante, sans l'alliance et la direction du prolétariat. L'expérience des gouvernements paysans (Stambouliki) montre également que les paysans ne peuvent se maintenir au pouvoir. C'est pourquoi seule la dictature du prolétariat, soutenue

par les paysans, est capable d'assurer la victoire effective des deux classes contre les exploiters. Les communistes ne seront à la hauteur de la tâche que s'ils suivent la doctrine sur les rapports entre la classe ouvrière et les paysans qui a été élaborée par Lénine.

CONCLUSIONS

59. — La période historique actuelle peut de plein droit être définie comme une période de lutte sans merci entre le prolétariat et la bourgeoisie, non seulement pour les couches arriérées du prolétariat, mais aussi pour les immenses masses paysannes. Les forces de classes ne voient pas, par conséquent le danger immense qui menace le mouvement prolétarien au cas où la bourgeoisie réussirait à s'attacher les masses paysannes.

60. — Il est absurde de parler de bolchévisation des partis communistes sans un travail effectif pour la conquête des masses paysannes. Les déviations non bolchévistes, voire même antibolchévistes qui existent dans les partis communistes se manifestent avant tout dans l'incompréhension de la portée du problème agraire et paysan et de la question connexe du travail dans les colonies.

61. — Il faut comprendre qu'actuellement, il ne s'agit pas seulement, et même il s'agit moins de propagande en faveur des mesures que nous réaliserons après la prise du pouvoir, que d'une lutte active et effective pour conquérir l'influence sur les paysans par des mots d'ordre économiques et politiques d'actualité, permettant d'entraîner les paysans dans la lutte contre le capital.

62. — En s'appuyant dans les campagnes en premier lieu sur le prolétariat agricole, les catégories dépossédées et les petits-paysans doivent dès maintenant mener un travail énergique pour neutraliser les paysans moyens. Cette circonstance que les paysans moyens ne peuvent passer *définitivement* au prolétariat qu'après la consolidation de la dictature prolétarienne ne peut jamais justifier la négligence envers le travail actuel. Le fait que ce travail est ardu, nous dicte non pas la passivité, mais au contraire une tension exceptionnelle de toutes nos forces.

63. — Seule une telle politique permettra au parti communiste de préparer le triomphe du prolétariat dans la révolution et le bloc entre la classe ouvrière et les petits producteurs agricoles, seule base possible d'un mouvement vers le socialisme sous la dictature du prolétariat.

L'Internationale Communiste

VIENT DE PARAÎTRE A LA LIBRAIRIE DE L'HUMANITÉ

L'ÉDITION FRANÇAISE DE

L'Internationale Communiste

ORGANE MENSUEL

DU COMITÉ EXÉCUTIF DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

✿ C'est la revue fondamentale du mouvement ouvrier international, politique et économique. ✿ La parution en est désormais assurée régulièrement. ✿ Chaque militant, s'il veut être à la hauteur de sa tâche, se doit de lire cette revue qui lui apportera sur toutes les questions importantes une documentation extrêmement riche et variée en même temps que le point de vue de l'élite des leaders de l'I. C. ✿ ✿ ✿ ✿

L'exemplaire 4 francs

Les Cahiers du Bolchevisme

TOUT MILITANT DIGNE DE CE NOM, SE DOIT DE DEVENIR UN LECTEUR RÉGULIER ET UN ABONNÉ

DES

Cahiers du Bolchevisme

PRIX DE L'ABONNEMENT :

3 mois. France 10 fr. — Etranger 12 fr.
6 mois. — 20 fr. — — 24 fr.
1 an ... — 40 fr. — — 48 fr.

Le numéro 1 franc.

Rédaction et Administration : 142, RUE MONTMARTRE, PARIS-2^e

L'Internationale Paysanne Rouge

REVUE TRIMESTRIELLE

ÉDITÉE PAR LE BUREAU INTERNATIONAL PAYSAN DE MOSCOU

LA VOIX PAYSANNE ou LE PAYSAN TRAVAILLEUR

ne pouvaient donner aux militants toute la documentation pour mener à bien la tâche de pénétration dans les campagnes. ❖ ❖

L'INTERNATIONALE PAYSANNE ROUGE

est une arme puissante qui manquait dans notre arsenal de combat pour l'émancipation des travailleurs des champs, cette lacune vient d'être comblée. ❖ C'est le but de cette revue consacrée exclusivement aux questions paysannes, elle contient une documentation abondante et précieuse concernant le mouvement agraire et la situation des paysans dans tous les pays du monde.

EN VENTE A LA

LIBRAIRIE DE L'HUMANITÉ, 120, RUE LAFAYETTE, PARIS-X^e

Le numéro.. ... 6 francs

DEMANDER A LA MÊME LIBRAIRIE

Renaud Jean. — Entre Paysans	0 30
— La Crise viticole	0 50
— Seule, la Dictature du Proletariat donnera la terre aux paysans	0 30
J. Castel. — Le Proletariat et les Paysans	0 60
Boukharine. — A. B. C. du Communisme	4 »
Staline. — Le Léninisme	2 »
Zinoviev. — Lénine	0 75
— Le Monde capitaliste et l'P. C.	0 75
Doriot. — La Jeunesse Communiste	1 »
XXX. — Première Conférence paysanne	2 50
Marty. — Dans les prisons	1 50
K. Marx. — Le Manifeste Communiste	1 25

CAMARADES DES CHAMPS, DIFFUSEZ CES BROCHURES QUI DÉMON-
TRENT QUE LE PARTI COMMUNISTE, SEUL, DÉFEND LES INTÉRÊTS
IMMÉDIATS DES PAYSANS ET POSSÈDE UN PROGRAMME AGRAIRE
BIEN DÉFINI.

